
URGENCE AGRICOLE: les grandes cultures au point de rupture



Pour les grandes cultures, l'impasse est totale. Les femmes et les hommes qui nous nourrissent sont sans perspectives et sans revenu, leurs exploitations étouffent dans l'indifférence.

Pourquoi ? Pour des choix politiques insensés ouvrant la porte à une concurrence inéquitable et dévastatrice. Production impossible, normes inatteignables, naufrage économique.



NON aux injonctions contradictoires permanentes

NON à la navigation à vue

NON aux réglementations déconnectées des réalités agronomiques

NON à l'hypocrisie qui encourage l'importation de ce qui est interdit en France

NON à l'écologie accusatoire et punitive

NON à la fin programmée de notre agriculture, pour laisser place à celle de nos concurrents

Les producteurs de grandes cultures sont au point de rupture. Parce que l'urgence est désormais structurelle, il est vital de s'attaquer à la racine des maux qui sapent notre capacité à produire, grèvent notre compétitivité et menacent l'avenir de nos filières, en répondant par un plan de sauvetage global, ambitieux et immédiat.





Face au déclin accablant et aux chiffres qui confirment l'urgence d'AGIR, voici nos demandes !

AGIR contre l'effondrement du revenu des producteurs

#EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE

3 années consécutives de revenus négatifs

Les pires résultats, toutes filières
agricoles confondues (OTEX 15)

+ de 55%

des producteurs en zones
intermédiaires n'ont pas dégagé de
revenu disponible en 2023 et en 2024

#EXPLOSION DES COÛTS DE PRODUCTION

De + 30% à + 45%

C'est l'augmentation des charges
depuis 5 ans pour nos filières

#BAISSE DU SOUTIEN PUBLIC

Les aides PAC à l'hectare ont été **divisées
par 2 en 20 ans** (en euros constants)

L'aide moyenne à l'exploitation
betteravière est passée de
**512 € par hectare en 2008
à 266 € en 2023**

NOUS DEMANDONS

- 1. La suppression des taxes et redevances qui grèvent le revenu des producteurs :** suppression définitive du MACF et des droits antidumping sur les engrais, suspension des redevances eau et pollution diffuse (RPD)...
- 2. Un soutien à la trésorerie des exploitations :** reconduction de prêts de consolidation long terme, simples et adaptés aux réalités économiques, une fiscalité adaptée
- 3. La sécurisation du revenu face aux crises :** déclenchement et réforme de la réserve de crise européenne, mise en place de véritables outils de régulation des marchés et de protection des prix, reconstruction d'un filet de sécurité pour les prix
- 4. Commerce international :** face aux velléités hégémoniques des États-Unis, de la Russie et de la Chine, il nous faut agir sur l'organisation de nos marchés et de nos filières (prix d'intervention, stocks stratégiques, plan de souveraineté engrais...) pour garantir notre sécurité alimentaire
- 5. Une PAC vraiment commune, ambitieuse et productive :** budget revalorisé tenant compte de l'inflation, soutien renforcé aux grandes cultures, garantie des aides en zones intermédiaires et à faible potentiel

AGIR pour garantir et pérenniser les moyens de production

#DES SURFACES CÉRÉALIÈRES EN FORTE BAISSÉ

-900 000 ha :

c'est la baisse des surfaces de céréales à paille (blé tendre, blé dur, orge...) en France en 10 ans

-500 000 ha :

c'est la baisse des surfaces de maïs en France en 10 ans

NOUS DEMANDONS

1. Une véritable ambition et stratégie de production pour nos filières afin de répondre à nos marchés en France, au sein de l'Union européenne et dans le monde

2. Les mêmes règles pour tous les États membres de l'Union européenne pour la protection de nos cultures : stop aux surtranspositions qui interdisent en France l'utilisation de produits phytosanitaires autorisés ailleurs en Europe et essentiels pour garantir une production saine, sûre et commercialisable sur nos marchés (ex : acétamipride et flupyradifurone...)

3. L'accélération des évaluations et autorisations de nouvelles molécules

4. La révision complète du registre phytosanitaire numérique : refus d'une remontée automatique des données qui constitue une contrainte administrative de plus et participe à la stigmatisation des agriculteurs

#RENDEMENTS EN BERNE

Des rendements à la baisse

en moyenne sur 15 ans

- Pois protéagineux : **-40%**
- Betterave sucrière : **-6%**
- Pomme de terre : **-14%**

5. Le soutien à l'investissement dans les exploitations, à la recherche par les centres et instituts techniques et à l'innovation variétale notamment via l'autorisation des NGT

6. La garantie d'un accès à l'eau pour l'ensemble des productions face au changement climatique : augmenter les capacités de stockage, sécuriser la production sur l'ensemble des zones dites « sensibles », accroître la représentation agricole dans la gouvernance de l'eau

AGIR pour protéger nos marchés et consolider nos filières et leurs débouchés

NOUS DEMANDONS

1. La réciprocité des normes et des standards de production pour tous les accords internationaux : application de mesures miroirs pour protéger nos filières

2. L'exclusion des produits sensibles des accords de libre-échange et la suspension des importations en cas de crises de marché

3. Un modèle plus protecteur pour nos marchés que l'intégration pleine et entière de l'Ukraine en cas d'adhésion à l'Union européenne

4. Des règles fortes contre les fraudes commerciales : une meilleure traçabilité et vérification de l'origine des produits importés

5. La levée des freins à la compétitivité et à l'investissement des entreprises de l'aval (coûts, fiscalité, énergie, financement)

6. Le développement des bioénergies, biomatériaux et biocarburants durables : des dispositifs incitatifs et une fiscalité stable, pour soutenir les revenus agricoles, l'emploi local et les territoires

7. L'implantation et le développement de filières de transformation de nos cultures sur le territoire national : alimentation animale, viande, amidon et diverses matières premières

#DISTORSIONS DE CONCURRENCE

Autorisation de l'acétamipride et/ou la flupyradifurone permettant de lutter contre la jaunisse de la betterave au sein de l'UE



#SOUVERAINETÉ EN PÉRIL

25% des besoins en maïs de l'UE importés, passant de l'autosuffisance à la dépendance en 15 ans

6 sucreries fermées en 7 ans en France

41% des besoins de la France en protéines végétales importés

- 42% de production de pommes de terre féculières en 10 ans en France



Association générale des producteurs de blé

Contact : Delphine Besson, responsable des Affaires publiques
dbesson@agpb.fr

agpb.fr



Association générale des producteurs de maïs

Contact : Guillaume Le Hoan, responsable des Affaires publiques
guillaume.le-hoan@agpm.com - 06 16 04 42 30

maizeurop.com



Confédération générale des planteurs de betteraves

Contact : Carine Meier, directrice de la Communication
cmeier@cgb-france.fr – 06 27 05 23 80

cgb-france.fr



Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux

Contact : Thibaut Ledermann, responsable relations terrain
t.ledermann@fopoleopro.com - 06 50 69 20 08

fopoleopro.com



Union nationale des producteurs de pommes de terre

Contact : Guillaume Lidon, directeur général
g.lidon@unpt.fr – 06 22 47 11 77

unpt.fr